

Une riposte de classe contre un budget de classe.

Le Premier ministre mardi 15 juillet a annoncé les grandes lignes du budget 2026 et celles des années suivantes. Un plan austéritaire de 43,8 milliards pour 2026 portant une liste d'attaques contre les travailleurs et les classes populaires. C'est un budget de classe appelant immédiatement à une riposte de classe d'ampleur.

L'an dernier, Bayrou a fait adopter par le 49-3 un budget comprenant 50 milliards de redressement des comptes publics, dont 32 milliards de baisse des dépenses. Pour l'année à venir, le chef du gouvernement annonce 43,8 milliards supplémentaires.

Alors que la pauvreté explose⁽¹⁾, Bayrou a défendu un projet austéritaire d'une violence pas vue depuis les années 1980 avec pour objectif de limiter le déficit à 4,6 % en 2026 puis 4,1 % en 2027, 3,4 % en 2028, puis 2,8 % en 2029. Le Premier ministre annonce serein que nous ne sommes pas à la fin des efforts mais plutôt à une étape : une cure d'austérité de quasi 200 milliards en cinq ans !

Bayrou a égrené les poncifs habituels concernant la dette publique au motif que nous sommes « à la dernière station avant la falaise », « pronostic vital engagé », « menace », « moment critique ». Pour atteindre cet objectif, Bayrou a présenté deux plans : le premier : « Stop à la dette » et le second : « En avant la production », l'un et l'autre sont une mise en musique du programme patronal. Le patron du MEDEF Patrick Martin présent à la conférence a pu apprécier ce budget de classe.

*Une « année blanche » pour réaliser 7 milliards d'économies, grâce à la désindexation sur l'inflation des retraites, des allocations et du barème de l'impôt sur le revenu. Cela implique une perte de niveau de vie l'an prochain. Cette mesure sera encore plus dure pour les revenus des plus modestes comme les bénéficiaires du RSA.

*3 000 postes seront supprimés dans la fonction publique. Le patron des patrons, Patrick Martin, y voit la volonté du gouvernement de supprimer « 3.000 postes de fonctionnaires »... une « omerta » enfin rompue, ajoutant cette mesure « n'est pas la mer à boire » ! 1.000 à 1.500 suppressions de postes dans les agences de l'État, le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite, la non-revalorisation des salaires...

*La diminution des participations de l'État et du « lissage conjoncturel » du budget des collectivités territoriales pour 5,3 milliards d'euros.

*Les budgets de chaque ministère seront revus à la baisse et subiront un coup de rabot : ceux de l'enseignement supérieur et de la recherche, du sport, de la culture, du travail etc.

*Le budget de la santé, cible privilégiée devra réaliser 5 milliards d'économies supplémentaires : attaques contre les personnes touchées par des affections de longue durée qu'ils jugent « injustifiées ou réductibles ». Bayrou suit les directives du patronat demandant de « centrer la qualité des soins, la performance, recouper toutes les données sur un patient (grâce à l'IA) et voir les besoins réels des patients » ! Mutualisation des achats des services hospitaliers, extension de l'ambulatoire. Le doublement à 100 euros de la franchise médicale ou encore la chasse aux arrêts de travail... le patronat propose « un à plusieurs jours de carence d'ordre public qui ne serait indemnisée ni par l'assurance maladie ni par l'employeur ».

*La suppression de l'abattement de 10 % pour les retraités touchera ceux ayant plus 1.600€ de pension.

*Une soi-disant « contribution de solidarité » pour « les plus fortunés » dont on ne connaît pas le montant sert à donner l'illusion que tout le monde prendra part à « l'effort national ».

*Les 43,8 milliards d'euros seront supportés par l'écrasante majorité des travailleurs, des classes populaires et des plus précaires : le Premier ministre a promis :

*une énième réforme de l'assurance chômage devant rapporter 4 milliards d'euros, une loi travail à venir, la mise en place d'une « allocation sociale unifiée » aux contours flous mais annonçant des attaques contre les minimas sociaux.

*« remettre le pays au travail » le Premier ministre annonce la suppression de deux jours fériés (le lundi de Pâques et le 8 mai), ce que proposait le Medef en septembre 2024. Bayrou a expliqué que son plan « *En avant la production* » passerait par un soutien aux entreprises.

Le gouvernement cherche à mettre sur le dos des travailleurs la facture exorbitante que des décennies de cadeaux fiscaux aux patronats ont fait exploser. Alors que les entreprises ont reçu 211 milliards d'aides pour la seule année 2023, la politique menée depuis des décennies a creusé la dette, plus de 1.000 milliards depuis l'arrivée de Macron au pouvoir. Les multinationales pour toujours plus de profit puisent dans les caisses de l'État et s'approprient les milliards d'euros, au lieu d'être investis dans la santé ou l'éducation. Pas de surprise, aucune annonce de contribution pour les entreprises ou les plus hauts revenus.

*La guerre ne connaît pas l'austérité : le budget 2026 consacrera la somme exorbitante de 57 milliards d'euros à la Défense. **Macron veut réarmer la France afin de protéger les intérêts du capitalisme français**⁽²⁾ menacés et les faire fructifier. Pour cela il a annoncé que l'objectif des 67,4 milliards d'euros devrait être atteint dès 2027, plutôt qu'en 2030. Aux 3 milliards d'augmentation déjà prévus, Macron entend ajouter 3,5 milliards supplémentaires au budget des armées. Ce réarmement massif est loin de conduire à la paix. La course aux armements n'a jamais débouché sur autre chose que des profits pour les industriels et le chaos pour les populations.

Bayrou a fait le choix d'ouvrir la séquence budgétaire immédiatement après les discours de Macron des 13 et 14 juillet dramatisant à l'extrême la situation pour faire pression sur l'Assemblée, indiquant son intention de discuter avec tous les *partenaires sociaux* et les partis politiques. Le spectre de la censure revient sur le devant de la scène mais ne masque pas que tous les partis sont dans une posture politique de soutien au patronat, prêts à négocier et à aider Bayrou à faire « le boulot ».

Ce n'est donc pas à l'Assemblée Nationale que cela se jouera pour contrer ce budget austéritaire et les réformes capitalistes à venir, l'urgence c'est de s'y opposer avec un plan de bataille. Cela impose de rompre avec le *dialogue social*. Il faut tirer la leçon du conclave sur les retraites et refuser de poursuivre le dialogue social qui n'est rien d'autre que la mise en musique de la collaboration de classe, main dans la main avec le patronat qui fait payer la crise aux travailleurs.

Bayrou en bon serviteur du capital a dans son discours, évoqué de faire sauter les 35h00, la 5^{ème} semaine de congés payés, les arrêts maladie... il a repris les propositions du MEDEF du 9 juillet demandant « *la substitution d'une partie du financement (sécurité sociale) des employeurs par une hausse de la CSG et de la TVA* » : en clair en finir avec la sécurité sociale et appliquer une offensive anti-ouvrière majeure pour faire payer aux travailleurs et aux classes populaires comme le concluait Bayrou: ce n'est qu'un « *préambule* » en vue des « *réformes de fond dont notre pays a besoin* ». Macron et Bayrou œuvrent à ouvrir un champ de liberté total au capital. Le "patron des patrons" a eu une réaction positive après les annonces gouvernementales bien qu'avouant être « *satisfait* » plutôt qu'« *enthousiasmé* »... « *C'est une charge symbolique très forte, mais le message principal c'est qu'il faut travailler plus* », juge Patrick Martin : « *Je dis bravo Bayrou* ».

La rue et la grève mettront seules un frein à la course au réarmement nous menant à l'abîme et à la guerre sociale que le gouvernement veut mener contre les travailleurs. L'enjeu de la riposte sur le fond c'est de mettre la lutte des classes au centre de l'activité politique, afin de combattre l'hégémonie économique et idéologique du capital sur la société pour construire une société dans laquelle les hommes et les femmes salariés cesseront d'être exploités. Les travailleurs doivent tracer leur propre voie indépendante, renforcer la lutte des classes contre les monopoles, les classes bourgeoises et la guerre impérialiste, pour le renversement du capitalisme, pour le socialisme, plus nécessaire que jamais.

⁽¹⁾ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/3462-une-riposte-de-classe-contre-la-course-a-la-guerre-les-mesures-austeritaires-du-gouvernement>

⁽²⁾ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/3479-rearmement-et-liquidation-des-conquetes-sociales-deux-faces-de-la-meme-medaille-celle-des-affrontements-imperialistes>